

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Gemäss dem Artikel 13 vum ëmgeännerte Gemeindegesetz vum 13.12.1988 an den Artikele 6 a 7 vum internen Uerdnungsreglements fir de Gemengerot, froen ech fir den Ordre du jour vun der nächster **ëffentlecher Gemengerots-Sëtzung vum 02.03.2018 mat folgendem Punkt ze kompletéieren:**

MOTION

1. **Considérant** que le collège échevinal entend procéder à une refonte complète du Plan d'Aménagement Général en vigueur, adopté par le conseil communal en date du 27.1.2003 et approuvé par le Ministre de l'Intérieur en date du 2.7.2004 conformément à la loi du 12 juin 1937;
 - que selon l'article 25, al. 2 de la loi modifiée du 19.7.2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le collège échevinal a opté pour la définition dans le cadre du projet de PAG d'un plan d'aménagement « quartiers existants » comprenant l'ensemble du territoire des localités de la commune ;
 - que selon l'article 27 (1) de la loi, le PAP QE doit être adopté parallèlement au projet de PAG, selon la même procédure ;
2. **Considérant** premièrement qu'il faut constater que le PAP QE est appelé à remplacer en grande partie le règlement des bâtisses existant sans que celui-ci ne soit abrogé ou sans que l'on sache quelles dispositions règlent quelles situations ;
 - que la partie écrite comprend 70 pages de nouvelles réglementations qui régleront à l'avenir la situation des administrés envers la commune, dispositions qui n'ont pu encore être examinées sérieusement par la commission des bâtisses, sans parler du conseil communal ;
 - qu'il faut remettre cette partie écrite en rapport avec la partie écrite du projet de PAG qui comprend 23 pages ;
3. **Considérant** deuxièmement que selon l'article 10, al. 1er de la loi, « le projet d'aménagement général avec *l'étude préparatoire*, la *fiche de présentation*, ainsi que, le cas échéant, le *rapport sur les incidences environnementales* élaboré conformément à la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement est soumis à délibération du conseil communal » ;
 - que selon l'article 7 (2), al.4 de la loi, l'étude préparatoire devant être soumise au conseil communal se compose a) d'une *analyse de la situation existante*, b) d'un *concept de développement*, c) de *schémas directeurs* couvrant l'ensemble des zones soumises à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

- qu'aucun de ces documents n'a été jusqu'à présent soumis sous sa forme actualisée et complète au conseil communal ;
 - que la présentation au conseil communal et aux commissions consultatives en date du 17 janvier 2018 n'a servi qu'à expliquer les changements dans la nomenclature des sigles distinctifs intervenus suite à un changement de la législation et de la réglementation, sans apporter de véritables indications sur le contenu du concept de développement à la base du nouveau PAG ;
4. **Considérant** ensuite que le graphique du projet PAG vient seulement d'être remis aux seuls conseillers communaux et n'est pas accessible aux membres des commissions consultatives qui doivent cependant donner un avis ;
- que pareillement un ensemble de demandes de reclassement de terrains a été transmis au conseil communal en vue d'un vote informel avant le vote définitif sur les projet de PAG et de PAP QE ;
 - qu'il y a lieu de soumettre tous ces documents à une véritable consultation politique dans une forme plus complète et pendant un laps de temps suffisant pour étudier le dossier et faire des propositions de changement éventuelles ;
5. **Considérant** que le vote du conseil communal déterminera définitivement le contenu du PAG et du PAP QE qui ne pourra plus être changé que sur des points soulevés par des réclamants individuels ou par la commission d'aménagement de l'Etat;
- que le vote sur le projet de PAG et le projet de PAP QE étant déjà prévu pour le 30 mars 2018, il y a donc lieu de reporter ce délai ;
6. **Considérant** qu'il y a lieu en outre de rendre accessible publiquement l'ensemble de l'étude préparatoire et le projet de PAG complet du collège échevinal ;
- qu'il n'y a aucune disposition de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain qui n'interdit une telle publication ;
 - qu'au contraire, une publication des projets enlèverait tout avantage d'initié éventuel aux grands acteurs du secteur professionnel du bâtiment et protégerait plus efficacement les intérêts des petits propriétaires qu'une tenue au secret ;
 - que pour empêcher néanmoins des acteurs privés d'anticiper à leur profit des changements de la situation réglementaire, il incomberait le cas échéant au collège échevinal de proposer au conseil communal de nouvelles servitudes prévues aux articles 20, al. 2 et 21 pendant les études ou travaux sur le PAG, avant le vote des règlements en conseil communal, comme cela a déjà été le cas par décision du conseil communal du 3.4.2017 concernant un secteur protégé d'intérêt communal de type « environnement construit »;

Par ces motifs,

Le conseil communal demande au collège échevinal,

1. de reporter le vote sur le plan de PAG et de PAP QE, ainsi que sur les reclassements individuels demandés, pour permettre une discussion approfondie et une décision en pleine connaissance de cause sur l'ensemble de la matière ;
2. de rendre visibles les changements opérés sur la partie graphique du projet de PAG par rapport au PAG en vigueur ;
3. d'établir un tableau comparatif des différentes parties écrites (projet de PAG, PAP QE, règlement des bâtisses);
4. de (re)constituer un groupe de travail interdisciplinaire;
5. de faire un inventaire des problèmes se posant dans les différentes localités et quartiers et de proposer des solutions ensemble avec la population concernée, qui sera consultée lors de réunions publiques avant le vote du conseil communal;
6. de publier l'analyse de la situation existante et le concept de développement futur de la commune élaborés par le collège échevinal et comprenant les changements essentiels prévus au PAG ;
7. de proposer éventuellement, s'il l'estime nécessaire, pendant la durée des études et travaux d'élaboration du PAG, des servitudes provisoires selon les articles 20 et 21 de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain.

Merci am Viraus.
Mat beschte Gréiss,



Myriam Cecchetti
Conseillère déi Lénk



Jos Piscitelli
Conseiller déi Lénk